

# Développement durable : des approches classiques à l'implication de la culture locale et des organisations paysannes

---

Alkassoum Maiga\*

## Résumé

Des décennies de programmes de développement n'ont pas conduit à des résultats concluants. L'explication réside sans doute dans les approches jusque-là déployées. Le « développementalisme » classique a été largement en deçà de la satisfaction des espoirs suscités. Dès lors, ne convient-il pas de rechercher de nouvelles démarches ? C'est dans cette perspective que la culture locale et les organisations paysannes ont été érigées en acteurs de développement. Cette étude situe la place de la culture dans le développement et insiste sur le lien entre structures paysannes et promotion rurale, en passant au crible les démarches antérieures.

**Mots-clés :** développement, sous-développement, culture, organisations paysannes, développement durable.

## Sustainable development : from classic approaches to local culture and rural organisations implication

### Abstract

Decades of development programs do not lead to conclusive results. The explanation lies without any doubt in the approaches up to now used. The classic "developmentalism" has been widely some way from the satisfaction of created hopes. From then on, isn't that suitable to seek to new approaches ?

It is in that prospect that the following work proposes to take into account the local culture and rural organisations. It situates the culture place in the development and insists on the link between rural structures and rural promotion, by screening the prior steps.

**Keywords:** development, under-development, culture, rural organisations, sustainable development.

---

\* INERA-CRREA de Saria  
B.P. 10 Koudougou  
Burkina Faso

## Introduction

La double détermination des intervenants, d'une part, et des paysans d'autre part, lorsqu'il s'agit des structures paysannes, demande, pour être comprise, d'être située dans la constante recherche de l'acteur et de la stratégie. Cette recherche de l'acteur et de la stratégie du développement qui a conduit à la mise en place et/ou à la revalorisation d'Organisations paysannes (OP) partout en Afrique, en général, et au Burkina Faso en particulier, procède de l'histoire du sous-développement. Aussi, s'impose-t-il comme une nécessité de faire précéder notre étude des OP par un synopsis des approches du sous-développement (et du développement). Peut-on, en effet, isoler un questionnement sur le lien entre OP et développement de l'histoire globale du dernier élément de ce couple ? Le faire, ne serait-ce pas se situer en dehors de la dynamique et du trait particulièrement éphémère des théories et stratégies du développement ? Ne serait-ce pas ignorer que les Organisations paysannes tiennent leur rôle d'acteurs du développement du fait des échecs des approches classiques du sous-développement ? Quel est donc le cheminement du développement durable, de ces approches classiques aux acteurs actuels (culture locale et organisations paysannes) ?

Les objectifs affichés de la présente réflexion sont :

- montrer les limites des approches classiques du développement ;
- déterminer l'importance et la place des organisations par rapport au processus de développement ;
- faire ressortir l'importance de la culture locale dans le procès d'introduction des innovations ;
- favoriser la nécessaire prise en compte de la culture locale et des organisations paysannes dans les dynamiques développementalistes.

En atteignant ces objectifs, ce travail permettra de battre en brèche les stéréotypes classiques faisant du rural (traditionnel) un frein au développement. Du même coup, l'on aura décelé pour les forces « modernisantes » des relais locaux représentatifs des paysans.

La réflexion se fonde essentiellement sur des données de seconde main. Nous faisons une analyse critique de données collectées à l'aide d'une recherche bibliographique rentrant dans le cadre de nos travaux de thèse.

En outre, il est fait appel à des expériences personnelles du milieu rural pour appuyer les prises de positions concernant certaines théories.

## Le naufrage des approches classiques

La difficulté majeure qu'il y a à rendre compte du sous-développement réside dans la multiplicité d'approches dont il a été l'objet. Ceci d'autant plus que, comme le rappellent JACQUEMOT *et al.* (1984, p.16) : *Il n'y a pas une science sociale qui n'ait tenté d'investir le champ qu'il est convenu d'appeler -faute de mieux- le Tiers-Monde.*

## L'archaïsme des structures économiques et sociales

L'idée force dans cette orientation consiste à imputer le sous-développement à « l'archaïsme » des structures économiques et sociales qui bloquerait tout effort de développement. Il nous semble que ce soit là l'héritage de l'approche descriptive. Cette approche désigne l'ensemble des théories ayant rendu compte du sous-développement en termes de sociétés traditionnelles ou de dualisme.

Distinguons parmi les auteurs ayant épousé cette présentation des choses, PENOUIL (1972) qui se fonde sur un examen des structures économiques et de l'organisation sociale de la société traditionnelle pour déduire son explication du sous-développement.

Sur le plan économique, l'auteur évoque, certes, quelques rares traits objectifs de la société traditionnelle, en l'occurrence : « la production liée aux ressources naturelles », la « division du travail par sexe, âge, caste, ethnie », la « faible importance du commerce » et l'« équilibre nutritionnel précaire ». Mais, il en invoque aussi qui soient à forte odeur idéologique et donc subjectifs. Il s'agit entre autres des notions de : « technologie archaïque », « division du travail élémentaire », « équilibre de stagnation ».

De plus, il nous semble bien, que l'auteur décrit plus qu'il n'explique le sous-développement. L'insuffisance, c'est bien d'avoir rendu compte de la traditionnalité par l'archaïsme de la technologie, et du sous-développement par la première. Il y a en effet explication de « l'inexpliqué par l'inexpliqué ». On ne convainc en rien en lançant : il y a sous-développement parce que la société est traditionnelle, et donc, a entre autres une technologie archaïque. Au fait, la technologie est-elle archaïque parce qu'on est sous-développé ou *a contrario* est-on sous-développé parce que la technologie est archaïque ? Il est clair que le second aspect ne résiste pas à l'analyse. Ceci d'autant plus que ce qui se trouve à ce niveau désigné en termes d'archaïsme par notre auteur, se justifie fort bien dans l'esprit d'une certaine anthropologie économique. Bien de penseurs de cette discipline jugent, en effet, que la technologie en société rurale traditionnelle permet aux populations d'assouvir l'ensemble de leurs besoins (y compris le fonds cérémoniel). C'est donc à juste titre qu'ils peuvent répugner à tout changement, fut-il de modernisation.

Quant à l'organisation sociale, le procès que lui fait l'auteur en vue d'en faire une cause de sous-développement s'argumente de la façon suivante : les relations de subordination au sein de la famille, la prééminence de la famille et du groupe d'âge, le caractère unitaire de la société qui tend à éliminer les conflits et celui magico-religieux.

Bien évidemment, pour l'auteur, il s'agit-là d'arguments « solides » permettant enfin d'expliquer le sous-développement de la société traditionnelle. Surtout que la subordination de l'individu au groupe (d'âge ou la famille) ne permet point l'épanouissement du génie personnel qui, on le sait, sous d'autres cieux, est à la base de grandes découvertes. Alors qu'ici, il y a paralysie des efforts individuels par l'organisation, les structures et les valeurs sociales.

Pour ce qui est de la mise en cause du caractère magico-religieux de la société traditionnelle, à l'instar des premières propositions, sa culpabilisation ne résiste pas à

l'analyse. Dire particulièrement que la croyance ou mieux la pratique religieuse est responsable du sous-développement de la société traditionnelle est, sinon non défendable, du moins très peu défendable. Et ce qui est sûr, aussi bien l'Occident que le Japon de l'ère MEIJI se sont développés malgré la présence sur leur sol de pratiques religieuses. De plus, attribuer le sous-développement à la religion, ne serait-ce pas ignorer- ou en tout cas le feindre - les désormais célèbres travaux d'un WEBER ? De tels travaux et surtout la notoriété de leur auteur laissent très peu de chance de réussite à une culpabilisation de la religion dans l'explication du sous-développement. À moins bien évidemment d'introduire une différenciation entre les religions (comme le fait WEBER) et d'alléguer (comme il semble le faire) que seule la religion chrétienne, précisément protestante, est capable de générer un développement. Et de fait, elle l'a fait pour l'occident ou tout au moins pour le cas de la France dont WEBER (1990) parle en ces termes en page 56 : *...il est bien connu que le protestantisme a été l'un des agents les plus importants du développement du capitalisme et de l'industrie en France...*

Dans la logique de la différenciation dont nous parlions, l'auteur affirme : *GOTHEIN définit avec raison la diaspora calviniste comme la « pépinière » de l'économie capitaliste* (p.58).

Nous pouvons classer dans cet item les « théories du retard », dans la mesure où elles ne rendent pas mieux compte du sous-développement. L'on est même frappé par la forte parenté les rapprochant de cette explication par la traditionnalité et l'archaïsme corrélatif.

Ces théories font montre d'une certaine conception linéaire de l'évolution. De ce fait, les auteurs acquis à cette logique définissent une série d'étapes constituant un passage obligatoire pour l'ensemble des sociétés en vue d'atteindre le développement.

Déjà, avec MARX (1966) se dessine une telle conception de l'évolution des sociétés humaines. En effet, le matérialisme historique, faisant de la lutte des classes le moteur de l'histoire, a tracé le chemin par lequel passeront toutes les sociétés afin d'aboutir au communisme. Ainsi, ce stade serait précédé du communisme primitif, de l'esclavagisme, du féodalisme, du capitalisme et enfin du socialisme.

ROSTOW (1963) est sûrement l'un des plus grands tenants de cette théorie du retard. Dans une tentative de description des « étapes de la croissance » économique, le sous-développement apparaît clairement chez l'auteur comme un état de retard par rapport aux sociétés avancées. Mieux, l'auteur pousse sa logique jusqu'à la définition des étapes séparant le sous-développement du développement.

HOSELITZ (1971) de son côté, ne défend pas moins la théorie du retard en affirmant que pour parvenir au développement, les pays sous-développés se doivent d'éliminer les variables de leur propre modèle et adopter celles du développement. C'est ainsi que l'universalisme doit être substitué au particularisme.

Matière à caution, ces théories ont pour l'ensemble reçu plusieurs critiques dont, celle qui leur reproche de faire de la société sous-développée une société sans histoire.

Par-delà les tentatives de description et d'explication ou d'analyse du sous-développement, la question de la possibilité d'un développement était à l'ordre du jour. Et, un certain discours traçait, au nom de la science, la voie à suivre pour toute nation désireuse de quitter la sphère du sous-développement et son cortège de malheurs.

La proposition faite par HOSELITZ aux sociétés sous-développées (l'abandon de leurs propres modèles et l'adoption de celui des pays déjà développés) ne leur offre pas beaucoup d'options en matière de stratégies de développement. Au meilleur des cas, elle les fige dans un mimétisme censé les conduire à un mieux être : la répétition en bons élèves de l'expérience occidentale. Ceci n'est pas pour contredire ROSTOW. On sait que ce dernier à travers ses étapes de la croissance économique, impose à la société traditionnelle la voie *sine qua non* de son développement. En réalité, il était devenu pensée courante que de penser pouvoir sortir du sous-développement grâce à une transplantation des acquis de la fraction « développée » de l'humanité. La conséquence a bien sûr été d'accorder de plus en plus d'audience au transfert de technologie.

Encouragés en ce sens par le foisonnement de théories et stratégies y afférentes et surtout par les organisations internationales, les pays présumés sous-développés font du transfert de technologie, leur cheval de bataille contre les sous conditions humaines. Confirmant ainsi cette conviction de HIRSCHMAN relatée dans DELLIL (1981, p.224) : *Ils (les pays sous-développés) ont la chance de se trouver devant un immense réservoir de progrès techniques accumulés, où ils pourront puiser d'une manière continue pendant de longues années.*

Cependant, et par rapport au transfert de technologie, DELLIL (1981, p.247), bien avant nous, questionnait : *Le transfert de technologie vers les pays sous développés ne vient-il pas accentuer l'état d'ignorance identifié à l'état de sous-développement ?*

Il suit donc que ces théories ont contribué à forger une approche du développement dont la fiabilité est aujourd'hui en cause, dans la mesure, où les efforts de développement demeurent vains.

Les approches du développement en termes d'un retard entre sociétés (traditionnelles et modernes) à combler par la reproduction du modèle de la société « avancée », se sont révélées inefficaces et non opérationnelles. Marc GABRIEL (1984) ne nous contredira pas, lui qui, résume l'influence de ces approches dans la formule qui suit : *Il était donc tout à fait naturel de songer que notre tâche consistait à accélérer le parcours des pays africains jusqu'à la phase du décollage où l'on n'aurait plus besoin de nous* (p. 94).

Il se fait aussi le devoir de répondre à un de leurs défenseurs : *ROSTOW s'est trompé. Beaucoup de coopérants de la première lune se mordent les doigts d'avoir cédé à la séduction de son impeccable théorie et voudraient inventer une voie de développement, plus réaliste et plus modeste dans ses ambitions* (p.95).



## Les mésaventures des approches classiques du développement

Les tentatives d'applications de ces approches ne font que corroborer notre optique. En effet, ces dernières ont jusqu'ici été (du moins pour la plupart) sanctionnées par des résultats en deçà des espérances. Même dans les milieux les plus autorisés, des voix se sont fait entendre pour stigmatiser cet état de faits. Nous rappelons dans les lignes qui suivent quelques cas d'échec de projets de développement conçus sur la base de ces approches.

La Réforme Agraire et Foncière (RAF) du Burkina Faso constitue notre premier exemple. La Révolution d'août 1983, dans ses projets d'émancipation des « masses laborieuses » paysannes a consacré une importance capitale à l'amélioration de l'agriculture à travers ses moyens et résultats. Le premier constat établi était la mauvaise répartition des terres exploitables (qui trouve son explication dans la gestion des chefs locaux fondée sur la tradition). En effet, le système foncier observé par les chefs de terres privilégiait surtout l'origine communautaire, et l'appartenance à tel ou tel autre groupe déterminait plus ou moins favorablement l'accès à la terre (d'où des inégalités en la matière). En son temps, qualifiée d'injustice sociale, une telle pratique attire sur elle le regard d'un régime décidé « d'en découdre » avec toutes les inégalités (sociales).

C'est dans un tel contexte qu'il faudrait situer la RAF engagée par le Burkina révolutionnaire. Ses objectifs sont, entre autres, dépouiller les dignitaires locaux de tout droit de regard (ou mieux de redistribution) sur la terre. En réalité, la volonté affichée est de rendre l'Etat seul propriétaire des terres. Les citoyens, y compris les « chefs de terres », n'auraient désormais qu'un simple droit d'*usus fructus*, sans *abusus* sur la terre. Seul l'Etat serait à même sur l'ensemble du territoire national de distribuer (d'abuser) des lopins de terres.

C'est à juste titre que l'on pourrait se demander ce qu'il en est. En 1990, nous avons participé à une étude initiée par l'ORSTOM et exécutée par le CNRST (Centre national de la recherche scientifique et technologique) sur le thème : Programme Foncier Intermédiaire. Il s'agissait de faire ressortir les circuits parallèles dont usaient les citadins de la ville de Ouagadougou pour obtenir des parcelles d'habitations.

La grande révélation a été de se rendre compte que même dans la capitale, les populations ne faisaient nullement confiance aux structures mises en place pour une bonne répartition des parcelles. La plupart des enquêtés ont passé au crible la lourdeur administrative et la corruption dans laquelle nageaient lesdites structures.

En revanche, l'on préférerait s'entendre avec un ami pour lui racheter une parcelle ou même s'en remettre aux chefs de terres qui officiellement étaient sans pouvoir.

On s'est rendu à l'évidence qu'il existait une gamme variée de détours pour avoir une parcelle dans la périphérie de Ouagadougou, dans l'attente d'un lotissement pour faire valoir un quelconque titre de propriété. Il se pose ici la question de l'efficacité de la RAF. L'on peut même se demander si cette réforme n'a pas été un échec cuisant. Au-delà même de la lenteur administrative et de la corruption des instances évoquées par les enquêtés, la position des chefs de terres fournit à la situation une explication que nous ferons ressortir plus loin.

Dans les années 80, un projet de vulgarisation de charrues à traction animale (bœufs) par les Organismes Régionaux de Développement (ORD), envahit les campagnes par le biais des groupements villageois (c'est là que nous puisons notre second exemple). Dans ce cadre, plusieurs paysans de Markoye (nord du Burkina) étaient du jour au lendemain devenus propriétaires de charrettes et charrues par le truchement du crédit. Dans l'euphorie du début, surtout l'impatience de tester la nouvelle « machine », le village s'était transformé en un champ d'entraînement des bœufs de trait. À ce jour, même si l'on ne peut s'empêcher de constater que certains cultivateurs ont essayé avec succès (beaucoup plus les charrettes que les charrues), ce n'est point dénigrer un projet quelconque que d'ajouter qu'après les entraînements, beaucoup de charrettes et surtout de charrues à traction animale ont vite rejoint le garage. Le constat est clair, après s'être assurés qu'ils disposaient bel et bien d'une paire de bœufs de trait, nombre de paysans n'ont plus jamais sollicité les « machines », surtout les charrues. Censées amorcer un processus sinon de développement, du moins d'autosuffisance alimentaire, ces « machines » avaient, avant d'en avoir l'âge, rejoint le « musée du modernisme » pour être réduites à leur expression la plus inattendue : servir de parure aux portes de leurs propriétaires, fut-il pour rappeler à la conscience des passants la « richesse » des premiers. Faut-il un procès pour juger de l'échec du programme ?

GUENEAU (1986), rapporte un cas d'échec : *À Lago, le choix de l'emplacement de la maternité a été discuté entre l'O.N.G et les hommes du village. Aujourd'hui les femmes refusent toujours d'y accoucher.* (p. 36).

Dans une tentative de réponse à la question : *Afrique. Les petits projets de développement sont-ils efficaces ?* (titre de son ouvrage), l'auteur évoque aussi l'échec d'un projet d'apiculture à Tankanto.

## **Des causes des échecs**

Dans le cas de la RAF du Burkina Faso, le dirigisme des autorités avait conduit à condamner les chefs locaux. Faut-il rappeler qu'au nom de l'idéologie révolutionnaire et beaucoup plus par désir d'abattre le féodalisme, l'État avait décrété l'impuissance des chefferies villageoises au profit des Comités de Défense de la Révolution ou plus exactement du Délégué de village.

Cependant, une enquête a permis de révéler que contrairement à la volonté de l'État de devenir et demeurer seul propriétaire et donc seul distributeur des terres et parcelles, des circuits parallèles (de vente et d'attribution) voisinaient avec les structures administratives et gouvernementales. Et pour cause, non seulement ces dernières jouissaient de très peu de crédit au niveau des populations — parce que corrompues et injustes — mais aussi et surtout aux yeux de ces mêmes populations les chefferies traditionnelles étaient incontestablement responsables des terres qu'elles seules étaient à même de protéger. Il y a bien évidemment blocage de l'innovation (réforme) par des pratiques traditionnelles (dévouement à la chefferie). Mais le problème se pose parce que les autorités avaient décidé sans autre forme de procès d'en découdre avec une chefferie à tout jamais « encombrante ». Beaucoup plus par mépris que par ignorance, un décret voulait mettre un terme à un féodalisme (chefferie) jugé

inadmissible en période révolutionnaire. Mais c'est sans compter avec les stratégies du pouvoir traditionnel. Les structures proposées par l'État pour gérer les collectivités ont vite été envahies par les proches des chefs locaux. Et le délégué de village ou de secteur (dans la plupart des cas) n'était personne d'autre que le fils ou le frère, en tout cas un proche du chef. D'où l'omniprésence de ce dernier, même avec la RAF, dans l'attribution des parcelles.

A la volonté affichée par les autorités de canaliser les attributions de terres et parcelles, les populations répliquaient par des méthodes habituelles. Aussi, officiellement écartés de la gestion du foncier, les systèmes traditionnels prévalaient plus que jamais officieusement. Comment la RAF peut réussir dans un tel climat ? Il aurait certainement fallu faire preuve de moins de mépris vis-à-vis du « traditionnel » et trouver des compromis laissant plus de chance à la réforme par la maîtrise des « blocages ». En lieu et place de cela, les mesures administratives et gouvernementales ont nourri chez les populations un respect accru des habitudes, en voulant rompre d'un seul revers de la main avec des pratiques séculaires.

Dans le cadre des projets, le dirigisme a pour conséquences d'entraîner une mauvaise conception de ceux-ci. De sorte que certains projets sont menacés dès leur départ (mal conçus, ils sont la preuve d'une méconnaissance du milieu africain par le promoteur du projet). C'est le cas du projet d'apiculture de Tankanto. L'auteur tranche sans autre forme de procès : *Le projet de Tankanto a débuté sur de mauvaises bases parce que d'une part, la récolte du miel est traditionnellement une activité réservée aux vieux (...) et, d'autre part, le miel est un produit que les paysans ne consomment pas par goût et que, seuls, les fonctionnaires des villes et les expatriés sont susceptibles d'acheter.*

Dans le contexte, on en retient une double erreur : *les bénéficiaires supposés sont des jeunes gens, frappés d'interdits, et le marché du miel est quasi inexistant.*

L'échec d'un tel projet semblait inévitable et *de facto* il en a été ainsi.

Le projet de Tankanto (Sénégal) ambitionnait de trouver une occupation pour jeunes gens, alors que l'apiculture initiée, de mémoire d'habitants de Tankanto est une activité pour vieilles gens. Cela aurait été une surprise de taille que l'orgueil des jeunes acceptât de souffrir de la pratique d'une activité de « vieux ». Du reste, la sagesse populaire ne manque point d'armes et d'arguments pour « dissuader » ceux qui pourraient être tentés de ravir aux vieux leur activité. Comment veut-on que les jeunes de Tankanto risquent le suicide (dans l'acception durkheimienne du concept) en pratiquant une activité de vieux ? C'est une fois de plus un exemple de projet ayant provoqué le « blocage » en proposant aux jeunes une activité qui : d'un, chez eux est habituellement réservée aux vieux, de deux, est à haut risque (mort).

Une connaissance du milieu aurait nul doute protégé le projet de Tankanto. C'est du reste là le grand problème de bon nombre de projets de développement.

La sous fréquentation de la maternité de Lago semble s'inscrire dans la même logique. L'ONG (Organisation non gouvernementale) constructrice n'a point associé les femmes aux débats. Aujourd'hui, celles-ci fréquentent très peu la maternité, allant puiser dans

la tradition les excuses en cela. Elles entendent s'insurger contre l'emplacement de la maternité, arguant de ce que les lieux sont hantés. Ces connaissances propres aux femmes du village d'intervention constituent une force dont les initiateurs du projet (et les hommes consultés) n'ont nullement tenu compte. Les femmes auraient été consultées que la maîtrise de ce savoir aurait permis d'éviter d'implanter une maternité sur des lieux hantés et, bien plus, de choisir un bon emplacement.

En fait, le dirigisme se soucie peu des besoins réels du milieu. En ce sens, qualifiant les Organisations non gouvernementales (ONG) dirigistes, un animateur burkinabè accuse :

*Quand elles arrivent, elles disent : « nous avons choisi votre village, nous allons construire une maternité et un puits, pas d'école parce que nous la ferons dans le village voisin ». Nous ne sommes pas toujours d'accord avec les priorités choisies par ces ONG mais comme elles disent qu'elles viennent pour nous aider, nous ne pouvons pas dire que ce n'est pas notre idée, nous ne pouvons pas refuser. Moi même qui suis animateur, je ne sais pas pourquoi notre village a été retenu. Quand les paysans les voient, ils croient que c'est un nouveau gouvernement qui arrive, et ils attendent la suite des ordres.*

Notre animateur résume certes la situation, mais il se trompe au moins sur une chose lorsqu'il déclare : *Nous ne sommes pas toujours d'accord avec les priorités choisies par ces ONG mais comme elles disent qu'elles viennent pour nous aider, nous ne pouvons pas dire que ce n'est pas notre idée, nous ne pouvons pas refuser.*

Nous soulignons cette partie dans la mesure où c'est elle qui se trouve être matière à caution. Car, les paysans, dans de pareilles circonstances, prononcent l'ultime sanction. Celle qui ne consiste point à rejeter le projet à travers un discours mais plutôt par le désintéressement, la démobilisation et la non-participation. Et c'est ce que l'animateur n'a pas perçu, les promoteurs de projets encore moins.

C'est la place ici faite à la non-réceptivité en milieu rural. Se résumant en un ensemble de comportements par lesquels les paysans refusent toute innovation passant outre normes et valeurs de leur société, celle-ci s'exprime beaucoup plus à travers désintéressement, démobilisation, refus de participation qu'à travers discours et galimatias qui se veulent le propre du politicien.

La conception même des projets doit s'appuyer au préalable sur une bonne connaissance du milieu d'implantation. Ceci d'autant plus que le dirigisme des promoteurs de projets les conduit non seulement à ne pas respecter les réalités socio-économiques, mais aussi à faire fi des réalités climatiques et géophysiques.

Dans cette optique, l'exemple de Tankanto, déjà retenu comme cas ayant débuté sur de mauvaises bases, peut une fois de plus être cité et, cette fois-ci pour non-respect de la réalité du pays. Le projet n'a nullement tenu compte du climat sénégalais qui, on le sait, est chaud. En ce sens que ce projet qui a commis l'erreur de concevoir une activité de vieilles gens pour des jeunes (apiculture à Tankanto), a commis celle non moins grave de commander du matériel conçu pour la France (combinaisons et chaussures chaudes) pour être utilisé dans un climat à tout le moins opposé.

## Une approche en cause

Dans l'esprit des approches du retard de HOSELITZ ou mieux de ROSTOW, le développement doit passer par les catégories tracées par l'Occident ou ne sera pas. Une telle conception des choses dont le caractère étriqué n'est plus à rappeler devait pourtant vite devenir la philosophie pour ne pas dire l'idéologie de la plupart des projets de développement.

Peu importe la réalité de la société d'intervention du moment où ROSTOW et, dans une certaine mesure, MARX ont déjà conçu le chemin à emprunter pour sortir du sous-développement. En plus, maintenant que machines et autres infrastructures foisonnent en Occident, il suffit d'un simple transfert technologique pour réussir le miracle. Bien évidemment, cette technologie est assez ingénieuse pour manquer de produire à nouveau les mêmes effets que ceux qui font aujourd'hui la gloire de l'Occident.

Une telle logique grise bon nombre de partenaires de développement qui se lancent dans une politique de développement sans les premiers concernés que sont les populations bénéficiaires. La tendance étant de considérer — consciemment ou inconsciemment — le monde rural ou mieux le monde sous-développé comme un *no man's land* malléable à volonté et donc développable. Peu importe une fois de plus le consentement des premiers bénéficiaires de cette amélioration des conditions de vie.

Le moins que l'on puisse dire est que ces premiers partenaires de développement ignoraient que les projets qui reposent sur : la conscience d'un besoin et son expression par la population bénéficiaire du projet, l'information de celle-ci *ex ante*, sa participation au projet, et la simplicité de l'innovation ont de meilleures chances de réussite. Sinon qu'ils outrepassaient ces précieuses observations prêchant pour une association des populations « locales » aux projets de développement.

Tout se passe comme si chaque génération de penseurs devait avoir un défaut. Les premiers (PENOUIL, ROSTOW) avaient commis l'erreur d'enfermer le traditionnel dans des concepts à forte odeur idéologique, étriqués, réducteurs, et surtout de le condamner à l'emprunt des catégories occidentales après l'avoir reconnu coupable de sous-développement. Comme si cela ne suffisait pas, une seconde génération (certainement influencée par la première avec toutefois des intentions différentes) avait fait la prestation de serment de sortir les « retardataires » des sous-conditions humaines, tout en demeurant les seuls acteurs du développement.

TRAORE (1989), constate sans détour le manque d'universalisme dans les « méthodes d'approche » ayant présidé aux destinées de l'Occident. Mieux, il va jusqu'à constater l'échec de leur transfert au Tiers-Monde.

Et pour GABRIEL (1984, p. 8) cette approche n'a produit que le mal développement, (...) *isolant des poches de prospérité au sein d'un océan d'une pauvreté qui vire à la misère.*

L'intérêt de cette position est qu'elle manifeste un constat du dedans, c'est-à-dire établi par des coopérants. En outre, elle vient — renforcée de toutes les positions précé-

dentes — apporter la preuve de la trahison de l'approche en cause vis-à-vis de l'ensemble des attentes qu'elle suscita aux premières heures de la lutte contre le sous-développement.

L'auteur se fait d'autant plus catégorique que les modèles conçus pour être ceux du développement ont fait preuve de dysfonctionnement en produisant le « mal développement ». Au fait, cette terminologie, qu'est-elle d'autre de mieux, sinon qu'un euphémisme pour désigner ce que nous considérons comme étant un échec ? Ce dernier pouvant être à la fois l'absence de résultats et l'existence de mauvais résultats. La seconde dimension du concept renvoie aux observations d'un GABRIEL. Celui-ci hésite entre « paradoxe » et « scandale » pour qualifier la situation.

L'inopérationalité des approches classiques va susciter chez bon nombre de penseurs la recherche du lien entre développement et culture, au point qu'on en arrive à faire passer la dernière pour « clef » du premier.

## **Du courant culturaliste à l'ère des organisations paysannes**

### **Culture et développement**

À la faveur des contre performances des approches classiques, le concept de développement commencera à être affecté de celui de culture. On s'en convaincra à la lecture de cet ouvrage de l'UNESCO au titre révélateur : *La culture, clef du développement*. Composé de huit articles qui révèlent tout le lien entre culture et développement, cet ouvrage propose une nouvelle approche du développement et du sous-développement.

A titre purement indicatif, l'on retiendra les articles de GAUDIN et SANCHEZ ARNAU. Le premier, GAUDIN (1983, p. 33), fait une mention spéciale aux concepts de « développement autocentré » et « développement endogène », en leur reconnaissant le mérite *d'appeler l'attention justement sur la finalité du processus en mettant en relief l'importance de l'initiative autonome des populations, à partir de leurs valeurs et leur dynamisme propres.*

Cette position succède au rappel fait par l'auteur de l'échec de la première et deuxième décennies mondiales du développement.

C'est dans cette indexation de l'échec des anciennes approches du développement que se rejoignent les deux auteurs. SANCHEZ ARNAU (1983, p.15) accuse, « l'idéologie dominante du développement » qui reposait sur une conception linéaire et mécanique de l'histoire, un raisonnement technocentrique et un point de vue essentiellement économique, (...) *relève d'une ignorance générale de la « culture » entendue comme représentant l'ensemble des valeurs, des aspirations, des croyances, des modes de comportement et des relations interpersonnelles qui prédominent dans un groupe social donné.*



## Le développement participatif

CHAUVEAU (1994) regroupe sous ce concept de développement participatif : le développement à la base, décentralisé, communautaire, auto-centré, par auto-promotion, par auto-animation, etc. Cette approche du développement visant à rendre la parole et l'initiative aux acteurs sociaux de base s'est imposée comme le dit l'auteur à partir du tournant décisif que constituent les années 70. C'est cette même date que retiendra PHAM (1988) comme déclic, en parlant de développement endogène centré sur l'homme et en tant qu'entreprise de valorisation humaine et culturelle. Pour PHAM (1988) en effet, c'est lors de la conférence intergouvernementale de 1970 sur les politiques culturelles, que l'approche s'est révélée, pour finir par avoir de l'envergure en s'imposant comme fondement, moteur et finalité du développement à Mexico en 1982.

Développement endogène, participatif, autocentré, etc., selon les auteurs et/ou les circonstances, cette approche du développement est née de la convergence entre l'insuccès des dogmes classiques en matière de développement et la nécessité corrélative de faire une place à la culture dans les initiatives de développement. PHAM résume si bien la situation en disant : *Le développement endogène comme nouveau discours sur le développement s'est progressivement élaboré sur la base d'une critique radicale de la théorie dominante par l'intégration de la culture comme fondement, dimension et finalité essentielles du développement.* p. 51.

L'approche dont il est question dans ces lignes se veut celle de la rupture dans ce sens où il s'agit de cesser de jauger les sociétés sous-développées à l'aune de celles développées, de ne point continuer à les observer à travers stéréotypes et clichés, et, enfin de mettre fin à la perspective consistant à concevoir le développement des premières par le seul biais des critères des dernières. Il y a donc un effort de revalorisation des acteurs et de leurs réalités, comme pour prendre le contre-pied de l'entreprise coloniale dont parle OULD DADDAH (1986, p. 117) en ces termes : *En vérité, et pour résumer, les valeurs socio-culturelles sont l'âme d'un peuple, sa personnalité. Ceci explique l'acharnement avec lequel les puissances colonisatrices les ont combattues, dénigrées, reléguées au rang d'archaïsme honteux, à abandonner au plus vite si l'on veut progresser et prétendre à une place dans le concert des États modernes.*

Cela explique sans doute aussi que l'UNESCO affirme, comme le rappelle OULD DADDAH en substance, que parler de développement endogène revient à viser au développement exempt de toute aliénation et surtout de toute altération de la personnalité culturelle des peuples.

Mais à suivre la logique de MEISTER (1977, p.128), épouser une telle approche consiste à aller bien plus loin en ce sens que : *Participer signifie donc prendre part, posséder une part de quelque chose, ce quelque chose pouvant être une propriété ou un pouvoir. En conséquence, susciter la participation ne signifie donc pas seulement former des individus, les instruire, les animer, mais aussi, et peut-être surtout, se préparer à partager une part du pouvoir, de la puissance.*

## Vers les organisations paysannes

C'est dans le sillage de ce courant participationniste qu'il convient de situer le regain d'intérêt actuel pour les organisations paysannes africaines.

Le naufrage des approches classiques du développement et la disqualification de l'État rendent désormais nécessaire la recherche d'acteurs sociaux plus fiables pour l'exécution de projets de développement. Avec GIRARD (1994), l'on peut voir clairement que c'est la recherche de « l'acteur économique légitime » pouvant se substituer à « l'État disqualifié » qui préside à la revalorisation actuelle d'acteurs sociaux jusqu'à négligés ou dénigrés. D'où justement la montée en puissance des organisations paysannes. Cette montée en puissance trouve un tremplin dans le recul de l'État (et quelquefois des bailleurs de fonds) en matière de financements consentis au monde rural, plus connu sous l'expression euphémique de désengagement de l'État.

FLOQUET (1994) résume si bien la situation en ces termes : (...) *le constat d'échec des institutions étatiques de vulgarisation, leur coût et le désengagement des bailleurs de fonds dans le contexte de l'ajustement structurel ont ranimé le débat sur la nécessité de déléguer un certain nombre de fonctions et d'activités de développement aux organisations paysannes.*

Même si d'aucuns pensent voir à travers cette caution aux organisations paysannes le signe d'une révolution silencieuse, il convient de ne point considérer ces dernières comme un phénomène nouveau. Il s'agit beaucoup plus d'un phénomène récurrent.

Il a en effet de tous temps existé des structures paysannes en Afrique et les formes sont bien variées de celles dites traditionnelles — dont l'histoire remonte à avant tout contact avec le reste du monde — à celles d'aujourd'hui (modernes) en passant par celles coloniales et des indépendances. C'est bien là le propos de GIRARD (1994) pour qui : *Les organisations paysannes apparaissent en pleine lumière sous l'effet de la décroissance du secteur étatique, donnant l'impression d'une « lame de fond » récente. Pourtant ces structures intermédiaires participatives sont parfois extrêmement anciennes, comme les coopératives ghanéennes d'épargne et de crédit, mises en place dès avant l'indépendance (...). Les colonisateurs européens ont impulsé le mouvement dès les années 1940.*

La récurrence du phénomène aborde depuis un certain moment son paroxysme en ce sens que l'ensemble des partenaires du monde rural accorde une audience exceptionnelle aux organisations paysannes dans la lutte contre le sous-développement. Et, jusque dans les conventions de Lomé IV (1990), l'article 20.2 consigne les organisations paysannes au rang d'acteurs de la coopération.

Cette reconnaissance officielle des structures rurales comme acteurs de développement a été cependant quelquefois semée d'embûches. GUILLERMOU (1994) rapporte par exemple que des mouvements paysans ont été durement réprimés au Congo après l'indépendance par le régime de F. YOULOU qui tolérait peu leur autonomie même s'il leur devait son arrivée au pouvoir.

## Conclusion

Dans la perspective des approches classiques du sous-développement, le développement doit passer par les catégories tracées par l'Occident ou ne sera pas. Peu importe la réalité de la société d'intervention. Il suffit d'un transfert de technologies pour sortir du sous-développement. Fascinés par cette logique, les partenaires de développement se lancent dans une politique de développement qui n'implique guère les populations bénéficiaires.

Cependant, le constat a été établi que les approches ayant présidé aux destinées de l'Occident manquent d'universalisme. Leur transfert au Tiers-Monde se caractérise par des échecs à répétition. Il n'a réussi qu'à produire le mal développement.

Les approches classiques ont donc suscité des attentes qu'elles ont finalement trahies. Ainsi, des décennies de développement fondées sur elles ont été vouées à l'échec.

Dès lors, l'approche culturaliste a été envisagée comme celle de la rupture. Il s'agit de cesser de jauger les sociétés sous-développées à l'aune de celles développées. Elle a amorcé l'implication de la culture et des acteurs locaux dans la lutte contre le sous-développement. Dans cette mouvance, les organisations paysannes ont été érigées comme acteurs de développement.

Pour résumer ce parcours ayant conduit à la valorisation des organisations paysannes, disons qu'une double disqualification et une désillusion ont été déterminantes. Il s'agit de la disqualification des théories classiques et de l'État et de la désillusion sur leur capacité à développer le monde rural.

Les contributions des structures paysannes à la promotion rurale justifient, finalement, qu'au Burkina Faso, l'on considère qu'elles doivent œuvrer dans le cadre des plans nationaux de développement. Mais c'est bien l'agent de l'environnement de Solenzo (Burkina Faso) qui résume de si belle manière la situation en tranchant :

*Je trouve qu'on ne peut rien faire (ça veut dire qu'on ne peut pas tomber dans le village paf ! pour faire quelque chose) sans passer par les organisations paysannes. Ce n'est pas possible.*

Ce propos souligne en filigrane toute l'importance qu'il y a de faire une place à la culture locale dans le processus de développement. C'est certainement là une nouvelle piste vers un développement durable dans la logique d'une rupture (au sens épistémologique) avec les approches classiques. □

## Références bibliographiques

**CHAUVEAU J. P., 1994.** « Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement », in *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, sous la direction de J.-C. JACOB et Ph. LAVIGNE DELVILLE, Paris, Karthala, p. 25-60.

**DELLIL M. K. E., 1981.** État de sous-développement/État d'ignorance. Essai sur les représentations de la technologie et du savoir scientifique par rapport au développement économique et social. Thèse de Doctorat, Université Louis Pasteur, Strasbourg I.

**FLOQUET A., 1994.** « Dynamique endogène du changement technique et organisation paysanne. Une étude de cas au sud du Bénin », in *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, sous la direction de J.-C. JACOB et Ph. LAVIGNE DELVILLE, Paris, Karthala, p. 273-291.

**GABRIEL M., 1984.** Le développement en quête d'acteurs, Paris, PUF, 163 p.

**GAUDIN B., 1983.** « Les projets de développement et les facteurs socioculturels en milieu rural africains », in *UNESCO, La culture, clef du développement*, Paris, PUF, p. 33-60.

**GIRARD C., 1994.** « Politiques publiques de coopération au développement et organisations paysannes africaines : l'exemple des communautés européennes », in *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, sous la direction de J.-C. JACOB et Ph. LAVIGNE DELVILLE, Paris, Karthala, p. 235-253.

**GUENEAU M. C., 1986.** Afrique. Les petits projets de développement sont-ils efficaces ? Paris, Harmattan, 230 p.

**GUILLERMOU Y., 1994.** « Encadrement étatique et formes d'organisation autonomes en secteur paysan « marginalisé ». Cas de l'Algérie et du Congo », in *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, sous la direction de J.-C. JACOB et Ph. LAVIGNE DELVILLE, Paris, Karthala, p. 201-217.

**HOSELITZ BERT F., 1971.** Aspects sociologiques de la croissance économique, Paris, ISTR, 144 p.

**JACQUEMOT P., 1984.** Economie et sociologie du Tiers-Monde, Paris, L'Harmattan, 380 p.

**MARX K. et ENGELS F., 1966.** Manifeste du parti communiste, Paris, Sociales, 96 p.

**MEISTER A., 1977.** La participation pour le développement, Paris, Ouvrières, 176 p.

**OULD DADDAH T., 1986.** « Rapprochement entre l'administration publique et les populations : problèmes et méthodes dans les contextes socio-culturels de l'Afrique », in *UNESCO, Administration participative et développement endogène*, sous la direction de HUYNH C. T., Bruxelles, UNESCO, p.107-139.

**PENOUIL M., 1979.** Socio-économie du sous-développement, Paris, Dalloz.

**PHAM N. H., 1988.** « Le développement endogène comme alternative. Potentialités et obstacles à son déploiement » in *Développement endogène : aspects qualitatifs et facteurs stratégiques*, Paris, UNESCO, 277 p., p. 35-69.

**ROSTOW W. W., 1963.** Les étapes de la croissance économique, Paris, Seuil, 208 p.

**SANCHEZ ARNAU J. C., 1983.** « Les liens entre le développement et la culture », in *UNESCO, La culture, clef du développement*, Paris, PUF, p. 15-18.

**TRAORE B., 1989.** L'intégration économique de la paysannerie en Afrique subsaharienne, Paris, L'Harmattan, 136 p.

**WEBER M., 1990.** L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, France Loisirs, 282 p.

